



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 5/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Air Liquide France Industrie (ALFI)

507 AVENUE HENRI POINCARÉ
ZI
77550 Moissy-Cramayel

Références : E/25-2852
N° Hélios : 63122
Code AIOT : 0006501864

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement Air Liquide France Industrie (ALFI) implanté 507 Avenue Henri Poincaré ZI 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air Liquide France Industrie (ALFI)
- 507 Avenue Henri Poincaré ZI 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006501864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ALFI, filiale du groupe Air Liquide, exploite depuis 1980 une usine de production et de stockage de gaz de l'air, implantée sur la commune de Moissy-Cramayel (77).

L'usine produit principalement de l'oxygène liquide et de l'azote gazeux. Pour ce faire, l'usine dispose de trois unités de production :

- une unité de séparation de l'air ;
- une unité de liquéfaction de l'azote ;
- le pilote Valentin, qui est une installation au fonctionnement identique aux deux précédentes, mais qui sert à tester de nouveaux équipements. Le pilote VALENTIN est une installation de recherche.

À ces installations s'ajoute le laboratoire des gaz rares, qui n'est pas une installation classée.

Le site occupe une superficie de 32 040 m².

La production maximale autorisée de gaz liquéfiés est de 940 tonnes par jour. La production actuelle est d'environ 800 tonnes par jour dont 250 tonnes d'oxygène liquide.

La société ALFI est autorisée à stocker 2410 tonnes d'oxygène liquide et 2667 tonnes d'azote liquide. Autour de ces stockages, ont été aménagés des postes permettant le chargement de véhicules citernes et de wagons (uniquement pour l'azote). Les installations liées au chargement et déchargement de wagons ainsi que celles liées au transport ferroviaire ne sont plus utilisées sur le site.

Le transfert d'azote gazeux vers la société X-FAB, située à Corbeil-Essonnes (91), s'effectue par un pipeline fonctionnant sous 25 bars.

À l'exception de l'unité « pilote Valentin » qui ne fonctionne pas le week-end, les unités de production fonctionnent 24 h/24 h et 7 jours sur 7.

L'environnement proche du site se caractérise par des enjeux humains importants, notamment :

- la route départementale D306 à 200 m au sud-ouest du site ;
- l'autoroute A5 à 290 m au sud du site ;
- la route départementale D402 à 750 m au nord-est du site ;
- la voie ferrée Paris-Melun (RER D à 4 voies) à 30 m à l'est du site ;
- la voie TGV Paris-Lyon à 300 m à l'est des stockages B04 (oxygène liquide) / B05 (azote liquide) séparée de la voie Paris-Melun par des champs et un embranchement sur un talus ;
- des ERP (restaurants, hôtels, etc.) situés au minimum à 280 m du site ;
- une habitation isolée à 650 m au nord-est du site, à proximité de l'avenue Paul DELOUVRIER, les autres habitations de la commune de MOISSY-CRAMAYEL et de Savigny-le-Temple sont situées à plus de 875 m du site ;
- l'aérodrome de Melun-Villaroche à 7 km à l'est du site.

Le site est classé SEVESO seuil haut au titre de la rubrique 4725.

L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°17 DCSE IC 049 du 04 octobre 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Garanties Financières	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.516-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Suites 22/11/24 : procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
3	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
5	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
9	Recensement des MMRi soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
10	Modalité de suivi des MMRi soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions relatives au PMII ont bien été réalisées dans leur ensemble et le suivi des équipements n'a pas révélé de défaut lors de l'inspection.

Une attention particulière sera à apporter en ce qui concerne la définition des modalités de mise à jour du recensement des équipements soumis au PMII, notamment lors de nouveaux projets ou de modifications des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, [...].
Constats : Le site Air Liquide de Moissy-Cramayel étant un établissement Seveso Seuil Haut, celui-ci est soumis à l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 et notamment à la section 1 de l'arrêté « Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements ». À ce titre, l'exploitant a recensé les équipements du site soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) : réservoirs cryogéniques, mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi), massifs et cuvette de rétention commune des réservoirs cryogéniques (génie civil). A noter que l'exploitant n'a pas identifié de tuyauterie soumise au PMII. Le groupe Air Liquide a mis en place des procédures nationales « plan de modernisation » composées d'une procédure chapeau et de procédures par type d'équipement pouvant être soumis au PMII : MMRi, réservoirs cryogéniques, ouvrages de génie civil, tuyauteries et réservoirs aériens cylindriques verticaux. La procédure chapeau précise que le service national « affaires réglementaires » pilote le recensement des équipements concernés par le PMII. L'exploitant explique que le recensement des équipements soumis au PMII est basé sur ces différentes procédures, qui elles-mêmes s'appuient sur les guides professionnels en vigueur (DT90, DT92, DT93, DT96, DT97...).
Les listes actuelles des équipements soumis au PMII sont basées sur la dernière étude de danger (EDD) en vigueur de 2016. L'EDD est actuellement en cours de mise à jour et devrait être validée d'ici le début d'année 2026. Le service « affaire réglementaires » est responsable de la mise à jour de l'EDD. Ces listes ne prennent pas encore en compte la mise à jour de l'EDD en cours de finalisation mais devront être mises à jour ensuite.
Concernant les modalités d'actualisation des listes des équipements soumis au PMII, l'exploitant indique que lors des nouveaux projets, une analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (AMDEC) est réalisée et que dans ce cadre, un impact éventuel sur le PMII peut être identifié. Néanmoins, l'exploitant reconnaît que cette prise en compte de l'impact sur le PMII dépend de l'appréciation des personnes participant à l'analyse et n'est pas formalisée. Par ailleurs, l'exploitant indique que pour les MMRi (soumises au PMII), l'actualisation est aussi normalement réalisée par le prestataire en charge de la mise à jour de l'EDD, là encore sans que ce point ne soit strictement formalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20251106-1: Il appartient à l'exploitant : - de mettre en œuvre et de formaliser une démarche lui permettant de s'assurer que son recensement des équipements soumis au PMII est à jour ; - d'actualiser le cas échéant ses listes d'équipements soumis à PMII suite à la mise à jour de son EDD début 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : <p>L'exploitant dispose d'une liste des réservoirs soumis au PMII.</p> <p>Les modalités de recensement et la méthodologie sont décrites dans deux procédures spécifiques basées sur les guides techniques professionnels correspondants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la procédure 2.IT.COM.010A "Plan de modernisation - Stockages cryogéniques (DT97)", • la procédure 2.IT.COM.010D " Plan de modernisation - Réservoirs de stockages (DT94)". <p>Conformément à ces procédures et guides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cuves enterrées de fioul ne sont pas concernées (2 sur le site) ; - les équipements sous pression présents sur le site ne sont pas non plus concernés (cuve B06 et deux stockages de N2).

<p>L'exploitant indique avoir également étudié les réservoirs de méthanol mais les volumes de stockage étaient inférieures au seuil de soumission au PMII.</p> <p>Au jour de l'inspection, les réservoirs concernés par le PMII, sont le réservoir cryogénique d'oxygène liquide B04 et le réservoir cryogénique d'azote liquide de volume supérieur à 2000 m³ B05.</p> <p>Ce recensement est cohérent avec l'arrêté préfectoral du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dossier des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure nationale 2.IT.COM.010A pour le suivi des réservoirs cryogéniques soumis au PMII.</p> <p>L'état initial a été fait pour les deux réservoirs cryogéniques B04 et B05. Par sondage, les inspecteurs ont vérifié l'état initial, dénommé « état descriptif » chez l'exploitant, du réservoir d'oxygène B04. L'état initial avait par ailleurs déjà été examiné dans le cadre des demandes d'exemption de visite interne des deux réservoirs et n'avait pas appelé de remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous

les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

L'exploitant réalise des visites de routine annuelles et des inspections externes détaillées tous les 5 ans. A noter que les réservoirs B04 et B05 ont fait l'objet d'une demande de dispense de visite interne, actée par l'inspection, du fait des spécificités des réservoirs cryogéniques.

Les inspections des équipements soumis au PMII - hors MMRI - sont réalisées par le service d'inspection reconnu (SIR) d'Air Liquide. Le SIR dispose d'un tableau Excel de suivi et de programmation des inspections PMII. Celui-ci explique planifier annuellement l'ensemble des inspections PMII nationales, en coordination avec les différents sites. De fait, il essaye de regrouper les actions à des dates communes et anticipe si besoin les contrôles pour faire coïncider ceux des réservoirs avec ceux des équipements de génie civil soumis au PMII.

Pour le site de Moissy-Cramayel, le tableau indique que :

- la dernière visite annuelle des deux réservoirs cryogéniques a eu lieu le 30/09/2025 et la prochaine est prévue le 30/09/2026 ;
- la dernière inspection détaillée des deux réservoirs cryogéniques a eu lieu le 28/11/2022 et la prochaine est prévue le 28/11/2027 (périodicité quinquennale).

L'inspection consulte par sondage :

- les périodicités de contrôle des réservoirs cryogéniques ;
- le rapport de visite externe détaillée du 28/11/2022 du réservoir B04, incluant une annexe photographique et les relevés de suivi du niveau et de la pression inter-paroi ;
- le rapport de visite externe annuelle du 30/09/2025 du réservoir B04.

Le SIR explique que suite à la rédaction du rapport de visite, celui-ci fait une proposition de plan d'action qui est soumise à la validation du site. Une fois les actions validées, celles-ci sont versées dans un fichier AMELIE qui constitue le plan d'action unique pour tous les équipements PMII suivis par le SIR (hors MMRI donc). Ce fichier assure le suivi des échéances de réalisation et l'historique des actions passées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

<p>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411</p> <p>Sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...) <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de canalisations soumises à la réglementation spécifique aux équipements sous pression et donc non concernées par le PMII.</p> <p>Considérant les substances retenues dans l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'exploitant n'a pas identifié de tuyauterie ou de capacité soumise au PMII.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site ne disposant pas de tuyauteries et capacités soumises au PMII, ce point est sans objet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. [...]
<p>Constats :</p> <p>Les ouvrages de génie civil soumis au PMII sont les deux massifs de stockage des réservoirs cryogéniques B04 et B05 ainsi que la cuvette de rétention commune à ces deux réservoirs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités de suivi des ouvrages de génie civil soumis au PMII se font de la même manière que pour les réservoirs cryogéniques, via le même fichier Excel pour la programmation des contrôles et</p>

le même fichier AMELIE pour le suivi des actions correctives. Comme indiqué précédemment, la planification de travaux est réalisée annuellement et peut conduire à une anticipation des contrôles pour les regrouper avec ceux des réservoirs.

L'exploitant explique que les ouvrages de génie civil du site de Moissy-Cramayel ont fait l'objet d'un dossier initial réalisé en 2011 par une société prestataire. Du fait du grand nombre de désordres et de travaux à réaliser, la société prestataire a effectué un suivi annuel de ces ouvrages jusqu'en 2017. Depuis 2017, le suivi et les contrôles sont réalisés par Air Liquide à une fréquence quinquennale. Le dernier contrôle date du 28/10/2024 et le prochain est prévu le 27/10/2029.

L'inspection a consulté par sondage les rapports de contrôle 2024 du massif du réservoir B04 et de la cuvette de rétention commune aux réservoirs B04 et B05.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recensement des MMRI soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des MMRI soumises au PMII

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.

Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. (...)

Constats :

L'exploitant a réalisé le recensement des MMRI soumises au PMII sur la base des informations de l'EDD de 2016 du site. Comme indiqué au point de contrôle n°1, ce recensement peut être amené à évoluer avec la mise à jour de l'EDD prévue d'ici début 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 10) Modalité de suivi des MMRI soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Modalité de suivi des MMRI soumises au PMII

Prescription contrôlée :

(...) L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

À l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.(...)
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'EDD de 2016, l'exploitant a réalisé l'état initial de ses MMRI, inclus dans les fiches de vie des MMRI.</p> <p>Le suivi de la MMRI "premier niveau de bain du vaporiseur LT1026" a été contrôlé par sondage par l'inspection.</p> <p>La périodicité annuelle de contrôle (test de cohérence), recensée dans le logiciel Maximo, a bien été respectée de 2018 à aujourd'hui. Les autres tests :</p> <ul style="list-style-type: none"> • test quinquennal sur l'ensemble de la chaîne lors d'un arrêt programmé, • test annuel à la jauge, <p>n'appellent pas non plus de remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :</p> <p>1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ;</p> <p>2° Les carrières ;</p> <p>3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ;</p> <p>4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas être soumis aux garanties financières Seveso Seuil Haut mais devra justifier sa conclusion.</p> <p>Suite n°20251106-2 : L'exploitant justifiera ses conclusions concernant l'absence de garanties financières Seveso Seuil Haut de son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Suites 22/11/24 : procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures
Prescription contrôlée : (...) B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : <i>Observation n°20241122-3 de l'inspection du 22/11/2024 : Il appartient à l'exploitant d'intégrer au SGS et à la gestion documentaire du site sa procédure de pilotage général.</i> L'exploitant explique avoir revu sa procédure de pilotage mais devra la transmettre à l'Inspection. L'observation n°20241122-3 de l'inspection du 22/11/2024 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois